

Les véritables objectifs des mouvements écologistes

**EMMANUEL
GRENIER**

L'environnement est aujourd'hui une « valeur » incontournable. Notre propos est de montrer dans quelle mesure la défense de l'environnement a été pervertie par une idéologie malthusienne et rétrograde n'ayant rien à voir avec l'environnement en tant que tel.

Plus personne ne remet en cause la nécessité d'un réseau d'égouts (ou d'eaux usées, comme on le dit maintenant), l'importance d'une gestion correcte des déchets, qu'ils soient ménagers ou industriels. Le management environnemental est devenu une obligation et même une opportunité dans toutes les entreprises industrielles d'une certaine taille. En ce sens, les efforts accomplis par le monde industriel pour réduire leurs émissions de produits polluants et leur impact sur l'environnement sont la continuation légitime d'un processus commencé il y a au moins deux siècles.

Notre propos n'est bien évidemment pas de remettre en cause ce processus qui s'est accéléré au cours des deux dernières décennies. Il est de montrer dans quelle mesure il a été perverti par une idéologie malthusienne et rétrograde n'ayant rien à voir avec l'environnement en tant que tel.

Le but de ce numéro hors série de *Fusion* est d'expliquer certains paradoxes : pourquoi les écologistes vont parfois à l'encontre des buts qu'ils se sont eux-mêmes fixés ? Ainsi, le Danemark, cité en exemple par tous les écologistes, est un des pays les plus polluants du monde, en tout cas le plus polluant d'Europe, en matière de production d'électricité. Ainsi encore, Claude Fréjacques, ancien vice-président de l'Académie des sciences et président de son comité environnement, a-t-il pu écrire que l'interdiction du DDT, réclamé par les écologistes, a provoqué des millions de morts. Et il existe bien d'autres exemples.

Ces paradoxes ne peuvent s'expliquer qu'en revenant à l'histoire du mouvement écologiste et en comprenant les motivations de ceux qui l'ont lancé. Pour quelqu'un qui n'a pas vécu les années 50 et 60, il est très difficile de s'imaginer le profond changement de valeur qui s'est

opéré dans les années 70 et 80. Optimisme culturel, foi dans le progrès scientifique et technologique, ces valeurs de la période de reconstruction trouvent leur couronnement en 1969 avec l'arrivée du premier homme sur la Lune.

A l'inverse, les pères fondateurs de l'écologie ont remis en question non seulement la civilisation industrielle mais, pour certains, la présence même de l'homme sur la planète, assimilée à un « cancer ».

Dans ce dossier, nous allons montrer comment s'est opéré ce changement de valeurs, comment les écologistes sont nés, comment ils ont été promus et manipulés, pour des buts qui étaient très loin de la protection de la nature. Il n'entre pas dans notre propos de réfuter scientifiquement, point par point, toutes les affirmations des écologistes. Nous ne le ferons qu'occasionnellement, notre but étant de donner des outils d'analyse et de compréhension de ce mouvement.

LES RACINES MALTHUSIENNES DES MOUVEMENTS ÉCOLOGISTES

Pour retracer l'histoire du mouvement écologiste international, il faut tout d'abord en finir avec une série de lieux communs : le mouvement serait une réaction spontanée aux excès du développement industriel des dernières décennies ; il serait né d'une prise de conscience croissante des dangers intrinsèques aux centrales nucléaires, aux grands complexes chimiques ou aux industries lourdes en général ; il serait issu d'une réponse émotive de l'opinion publique, naturelle et spontanée, consécutive à des incidents tels que celui de Seveso en 1976, de Three Mile Island en 1979 ou de Tchernobyl en 1986.

Comme nous allons le démontrer, il faut

rechercher les racines idéologiques de ce mouvement bien avant son émergence récente et même avant la naissance de ses dirigeants actuels. Même si l'arrêt du nucléaire a été et reste l'un des principaux objectifs de leur mobilisation, la cible des écologistes n'est jamais une technologie particulière ou une forme particulière de développement technologique. Qu'il s'agisse des jeunes étudiants qui s'agitent dans la rue contre le nucléaire ou des contrôleurs internationaux du mouvement, c'est le progrès technologique qui est remis en cause, sur la base d'une conception du monde radicalement opposée à ce qu'on appelle en général la civilisation judéo-chrétienne occidentale.

En fait, derrière la masse ignorante et manipulée qui scande les slogans écologistes, on retrouve des intellectuels de diverses provenances qui ont mené ou mènent depuis longtemps une guerre totale contre la tradition de progrès scientifique et technologique.

Deux conceptions de l'individu s'affrontent : la conception humaniste d'un homme créé à l'image de Dieu, défini par son travail créateur et sa capacité de transformer pour le mieux son univers, et celle d'un homme « dragon malfaisant », « parasite de la Terre », « cancer de la planète » que propagèrent Aurelio Peccei et ses amis du Club de Rome. Ces derniers s'insurgent contre le célèbre verset de la Genèse (1-28) dans lequel Dieu s'adresse à l'homme de la manière suivante : « Fructifiez et multipliez-vous, remplissez la terre et soumettez-la ; dominez sur les poissons de la mer, sur les oiseaux du ciel et sur tout être vivant qui rampe sur la terre ».

L'un des grands inspirateurs de la seconde tendance, Denis de Rougemont, que nous retrouverons dans les pages suivantes, s'exprime ainsi : « *Le virus européen : l'Europe colonisatrice a diffusé dans le monde entier la formule de l'Etat-nation, la croyance dans les 2 500 calories par jour pour tous et le désir morbide d'avoir des centrales nucléaires. (...) Il est bien connu que la technologie est une idée sacrée pour l'Amérique moderne depuis Benjamin Franklin, et pour la foule immense des partisans remuants qui pensent être l'avant-garde en Afrique, en Asie, en URSS. (...) Nous assisterons à une immense catastrophe qui amènera la chute de l'Amérique. Prohibant les catalyseurs et les explorateurs des forces obscures, la Raison provoque le surgissement de*



Thomas Malthus
(1766-1834) croyait que la famine, les épidémies et la guerre étaient les conséquences obligées de la pression démographique.

monstres autour de nous. (...) Nous devons faire émerger et contrôler l'irruption des forces obscures chez l'homme, sous forme de sectes et de cultes, afin d'éviter leur éruption incontrôlée. (...) Les temps sont mûrs pour une ère de la Gnose moderne, de la réaction religieuse contre la démocratie, avec sa médiocrité uniforme et son manque de sens tragique. » (cf *Le futur est entre nos mains*)

Cet écrivain suisse personnaliste, cofondateur d'*Esprit*, fédéraliste européen convaincu, est généralement présenté comme un progressiste, ce qui est quelque peu usurpé au vu de ses idées. Nous verrons qu'il est loin d'être un cas isolé : Julian Huxley, Jacques Antoine Cousteau ou Ted Turner sont passés pour de grands artisans du progrès alors qu'ils étaient profondément réactionnaires, dans le sens où leur vision de l'homme appartenait bien à la seconde tendance définie ci-dessus.

Selon cette conception, l'homme n'est qu'une espèce parmi d'autres, pire encore, c'est la plus dangereuse et la plus délétère. Le fondateur du Club de Rome, Aurelio Peccei, nous en donne cette description dans son autobiographie de 1974, *La nature humaine* : « *L'homme ne sait pas comment être un être vraiment moderne. Les autres espèces ne connaissent pas ce genre de faillite. Les tigres savent se comporter en tigres. Les araignées vivent comme des araignées. (...) En utilisant leur sagesse naturelle, ces espèces redéfinissent et améliorent continuellement leur capacité à survivre, s'adaptant aux modifications du milieu dans lequel elles vivent (...) Aujourd'hui, elles sont en danger parce que leur ennemi le plus mortel, l'ennemi et le tyran de presque toutes les formes de vie - l'homme - agit contre leurs intérêts de façon toujours plus efficace. L'homme a inventé l'histoire du dragon malfaisant, mais s'il y*

a jamais eu un méchant dragon sur la terre, c'est bien l'homme lui-même. »

L'exaltation darwinienne de la nature en soi et pour soi, en contradiction avec l'artifice de l'intervention humaine, est une constante de l'une des nombreuses expressions du gnosticisme qu'est le panthéisme. Certains experts théologiques parlent du « panthéisme subtil qui est la véritable forme religieuse du mouvement écologiste ». Et le prince Philip d'Angleterre, longtemps président du WWF International, réclame que soient éradiquées les religions monothéistes afin de les remplacer par des formes plus anciennes, prémonothéistes, qui déifient la nature. C'est pour lui la seule façon d'ancrer le respect de celle-ci dans les consciences.

Mais Peccei va plus loin encore, affirmant que « le droit de donner la vie n'est pas un droit naturel absolu », révélant ainsi son véritable cheval de bataille : la réduction de la population mondiale. La référence constante du mouvement écologiste est, en effet, l'idéologie de Thomas Malthus, pasteur anglais de la fin du XVIII^e siècle qui prédit, sur la base d'une fraude scientifique grossière (croissance géométrique de la population contre croissance linéaire des ressources alimentaires), l'avènement de phénomènes de surpopulation. Il en déduisit une limite à ne pas dépasser pour la population de la planète : 500 millions de personnes...

Si l'idéologie de Malthus était scientifiquement fautive, elle correspondait parfaitement aux intérêts de ceux qui l'employaient : les patrons de la Compagnie des Indes orientales, la plus grosse entreprise de pillage de l'Empire colonial britannique. Il y a souvent une profonde cohérence entre l'idéologie malthusienne et les intérêts liés à la rente foncière : la première développe la vision d'un monde statique, sans progrès (comme les phases cycliques de la cosmologie gnostique) dans lequel la production et la technologie sont assujetties aux intérêts du capital spéculatif et de la rente parasitaire. Dans ce monde, les grandes fortunes patrimoniales exercent un monopole sur le commerce. Le développement scientifique

et technologique, touchant des couches toujours plus larges de la population, représente pour cet ordre oligarchique un ennemi mortel. Une innovation scientifique et technologique entraîne en effet une élévation du niveau de culture et de connaissance, élévation qui menace l'ordre oligarchique puisque celui-ci repose sur l'ignorance des « masses » ou sur leur abrutissement par divers moyens.

Comme nous allons le voir, l'appel à une réduction massive de la population mondiale, en particulier de celle des pays sous-développés, sera une constante chez toutes les élites occidentales qui ont financé et contribué à la naissance du mouvement écologiste. Certains se réfèrent directement à Malthus, comme par exemple Dennis

LE RAPPORT LIMITS TO GROWTH DU CLUB DE ROME PROPOSA LA RÉDUCTION DE LA POPULATION MONDIALE À 1 MILLIARD DE PERSONNES

Meadows, le professeur du MIT qui écrit le fameux rapport du Club de Rome, *Limits to Growth*. En 1973, recevant pour ce livre le prix des librairies allemandes, il proposa de réduire la population mondiale à 1 milliard de personnes. D'autres, comme le prince Bernhard de Hollande, ancien officier nazi qui fut le premier président du WWF, parlent objectivement « des dangers de la croissance démographique ». L'auteur de la première grande loi sur la protection de l'environnement de 1969 (National Environment Policy Act), Lyndon Caldwell, parlait lui de réduire la population des Etats-Unis de moitié : « *Notre pays pourrait aller de l'avant avec beaucoup moins de gens. Nous devrions encourager des taux de croissance démographiques inférieurs à zéro. (...) Je suis d'accord avec Paul Ehrlich [rendu célèbre par son livre The Population Bomb, est le codirigeant, avec Lord Richie-Calder, de la Conservation Society] quand il dit que nous pourrions aller de l'avant, de manière plus efficace, avec la moitié des habitants de ce pays. Je tends à être d'accord avec Ehrlich que 100 millions d'habitants seraient bien mieux que 200 millions.* »

La question qui vient immédiatement à l'esprit est : comment opérer des réductions aussi énormes ? Le philosophe et mathématicien, Lord Bertrand Russell s'exprime ainsi (*Impact of Science on Society*) : « *Le danger d'une famine mondiale peut être évité pendant un certain temps grâce aux perfectionnements de la technologie agricole. Toutefois, si la population continue*

à augmenter au rythme actuel, ces perfectionnements ne pourront, à long terme, être suffisants. Deux groupes vont ainsi se créer, l'un pauvre, avec une population croissante et l'autre riche, avec une population stationnaire. Une telle situation ne peut mener qu'à une guerre mondiale. (...) La guerre peut être suffisamment destructive pour que, pendant un certain temps, le danger de surpopulation ne se présente pas. (...) Actuellement, la population mondiale s'accroît de 58 000 unités par jour. Jusqu'à présent, les guerres n'ont pas produit un effet considérable sur cette augmentation qui s'est poursuivie malgré les deux dernières guerres mondiales. (...) De ce point de vue, elles se sont révélées décevantes. (...) Mais peut-être que la guerre bactériologique se montrera plus efficace. Si une peste noire pouvait déferler sur le monde une fois par génération, alors les survivants pourraient procréer librement sans faire déborder le monde. La chose pourrait être déplaisante, mais...et après ? »

Deux ans après, cette position était déjà défendue par un grand centre de « recherches sociales », l'Institut anthropologique de Hambourg, qui écrivait dans une étude parue en 1953 : « La situation la plus favorable au genre humain semble être représentée par un taux d'infection de grandeur moyenne, avec des épidémies salutaires ou même des pandémies. Cela maintiendrait le nombre de personnes à un niveau acceptable, engendrant ainsi une puissante vitalité pour chacun. (...) La fin naturelle de la vie correspond à la fin de sa capacité productive. Tenter de la maintenir à tout prix, c'est faire porter à la communauté un poids qui paraît dénué de sens. »

Au cours des années, cette vision des choses, d'abord propagée dans des cercles limités d'intellectuels, a été reprise par de nombreux responsables internationaux qui ont pu ensuite l'affirmer publiquement sans créer de révolte. Ainsi, en 1980, Robert McNamara, ancien ministre de la Défense et ancien président de la Banque mondiale, synthétisait son point de vue de cette manière : « Le problème principal, c'est celui de la croissance de la population. (...) Il n'y a que deux manières d'éviter un monde de 10 milliards d'individus. Ou l'on



**Robert
McNamara**

fait baisser rapidement les chiffres actuels de la natalité, ou l'on fait augmenter les chiffres de la mortalité. »

Pour cette dernière option, McNamara avait acquis une certaine expérience au Vietnam, où il avait inventé la pratique du « body count » : on mesurait le succès des opérations au nombre de cadavres chez l'ennemi.

ETATS SOUVERAINS OU EMPIRES

Les deux conceptions antithétiques de l'homme que nous avons évoquées mènent évidemment à deux modèles opposés d'organisation sociale. D'un côté, le concept d'Etat-nation souverain, né de l'humanisme de la Renaissance européenne et se fondant sur la liberté et la responsabilité de l'individu. De l'autre, la conception féodale de l'empire avec ses sous-produits, des satrapies semi indépendantes aux plus petites communautés autarciques. C'est notamment la conception du comte Coudenhove-Kalergi, fondateur de l'Union paneuropéenne, qui fut ensuite présidée par « Son altesse impériale et royale » l'archiduc Otto de Habsbourg, longtemps prétendant au trône impérial austro-hongrois. Aux côtés

**« OU L'ON
FAIT BAISSER
RAPIDEMENT LES
CHIFFRES ACTUELS
DE LA NATALITÉ,
OU L'ON FAIT
AUGMENTER LES
CHIFFRES DE LA
MORTALITÉ. »
ROBERT
MCNAMARA**

de ces nostalgiques d'empires passés, qui peuvent paraître anecdotiques, nombreux sont ceux qui pensent aux institutions européennes comme la forme moderne de l'empire. Le Français Yves Thibaut de Silguy, ancien commissaire européen aux Finances déclarait ainsi, au moment de l'introduction de l'euro, que c'était « la première fois depuis l'empire romain qu'allait circuler une monnaie unique dans toute l'Europe ».

Bien souvent, les nostalgiques de l'empire propagent des idées tellement réactionnaires qu'elles ne peuvent être lancées telles quelles dans le grand public. Ainsi, après les horreurs nazies, les idées ouvertement raciste de Coudenhove-Kalergi, même si elles épousaient complètement celles de de Rougemont et d'autres précurseurs écologistes, devaient être remodelées pour répondre aux aspirations démocratiques de l'après-guerre. C'est ainsi que fut dépoussiérée la vieille idée de « gouvernement mondial ». Dans une époque confrontée au choc d'Hiroshima, ce gouvernement mondial devait assurer la paix contre les individualismes et les « égoïsmes » des gouvernements nationaux, responsables de la dernière guerre par leur « nationalisme ». Il devait présider à l'ordre international, géré financièrement par les institutions supranationales (Fonds monétaire international, Banque mondiale, Banque des règlements internationaux, etc.) et les sociétés multinationales, dominant les régions et les communautés locales qui, avec leurs propres dialectes, devaient remplacer les vieux Etats-nations et leurs langues nationales. Selon Aurelio Peccei, il convenait maintenant de faire le premier pas vers leur objectif de créer, un jour, un Forum mondial : « *Il faut favoriser la création d'un Forum mondial des hommes d'Etat - équivalent politique du Club de Rome. (...) Il faut créer un statut et un siège extranational pour les entreprises qui opèrent au niveau international - par exemple, sous l'égide des Nations unies. Au lieu d'être des entités nationales déguisées, ces sociétés deviendraient vraiment anationales ou, si l'on veut, internationales.* »

Pour en arriver là, il fallait d'abord balayer les bastions institutionnels de l'Etat-nation. Dans son autobiographie, Peccei désigne son maître en la matière, Arnold J. Toynbee (*The Reluctant Death of Sovereignty*), l'un des grands ténors des services secrets britanniques de l'entre-deux-guerres, directeur de la recherche au *Royal Institute for International Affairs*

(*RIIA*) de Londres. A propos de cet « Etat national » qu'il rêve de détruire, Peccei écrivait : « *On dirait que l'on voit une renaissance de son culte, qu'Arnold Toynbee dénonçait comme la « principale religion de l'humanité », une religion dont le Dieu est un moloch pour lequel les parents sont prêts à offrir leurs fils en sacrifice humain, que ce soient leur propre fils ou celui du voisin. On ne doit donc pas s'étonner de voir que les structures de l'édifice international menacent de s'écrouler puisqu'elles sont constituées des briques vieilles et gauches de l'Etat souverain. (...) On comprend aussi, de plus en plus, que Toynbee avait raison quand il ajoutait que « l'intensité avec laquelle l'Etat national devenu idole est adoré n'est pas, à l'évidence, une preuve que la souveraineté constitue une base satisfaisante de l'organisation politique de l'humanité à l'ère atomique. C'est justement le contraire qui est vrai. (...) A notre époque, la souveraineté nationale signifie le suicide de masse ». (...) Le fait qu'un grand nombre de gens défende la souveraineté nationale ne veut pas dire grand chose, à mon avis. L'économie de la croissance jouissait d'un soutien similaire avant que son mythe erroné ne fût démasqué. (...) Les principes de souveraineté sont surtout utiles aux classes dirigeantes, qui en sont les plus ardents défenseurs.* »

A ce point, il est important de rappeler qu'Aurelio Peccei n'était pas un penseur marginal. Ami personnel du grand patron de Fiat, Gianni Agnelli, directeur de la section économique de l'Otan, il était reçu à la Maison Blanche et tutoyait George Bush Sr. lorsque celui-ci était vice-président. Même si le Club de Rome a perdu un peu de son influence, il reste un facteur d'orientation stratégique. En 1993, il fêtait son 25^e anniversaire à Hanovre. Gerhard Schröder, à l'époque gouverneur de la Basse-Saxe, recevait les nombreuses personnalités internationales présentes (la reine Sophie d'Espagne, Mikhaïl Gorbatchev, le président de Hongrie Arpad Goencz, Felipe Gonzalez, etc.) et ouvrait la conférence en rappelant que « les membres du Club de Rome avaient ouvert une brèche dans la vieille idée de progrès » et « remis au premier plan le respect de la nature et des gens ». Il a promis que la prochaine exposition universelle de Hanovre, Expo 2000, serait « vouée aux valeurs que défend le Club de Rome ».

Si Peccei tentait de maintenir un paravent démocratique, son collègue du mouvement fédéraliste mondial, Denis de

Rougemont, est en général plus explicite. Reprenant les thèses de Coudenhove-Kalergi, il écrivait déjà en 1942 : « *L'Etat monarchique [français], le futur Etat-nation, se définit lui-même explicitement par rapport au Saint Empire romain et contre lui, s'opposant à tout ce qui vient de lui et revendiquant son autosuffisance. L'empire est sphérique et global, son chef tenant un globe dans sa main gauche pour le symboliser* ».

Le modèle de de Rougemont est en fait l'empire de la Bourgogne de la fin du X^e siècle, le même empire qui fascinait aussi bien Coudenhove-Kalergi que Habsbourg. Plus tard, dans les années 60, de Rougemont reformule sa vision impériale pour en faire une entité fédérale européenne comprenant l'Europe de l'Est et ayant comme capitale Genève. C'est l'Europe des régions, slogan des fédéralistes européens et des Verts d'aujourd'hui.

LES PRÉCURSEURS DE L'ÉCOLOGISME : RUSSELL ET DE ROUGEMONT

Nous avons déjà rencontré certains des hommes qui peuvent être considérés comme les précurseurs ou les fondateurs du mouvement écologiste, comme le Britannique Bertrand Russell ou le Suisse Denis

de Rougemont. Dans le groupe de ceux qui ont contribué de façon significative à la gestation de ce mouvement, on compte encore Julian Huxley, son frère Aldous Huxley, le Vénitien Umberto Campagnolo, l'Américain Robert Hutchins et le Français Bertrand de Jouvenel. Une poignée d'individus, venant d'horizons parfois complètement différents mais partageant une même idée de gouvernement mondial et une aversion profonde pour le progrès technologique et la science.

Bertrand Russell, descendant de l'une des familles les plus importantes de la noblesse anglaise, avait fondé avant la guerre, en 1937, avec Aldous Huxley, la Peace Pledge Union (Union des assermentés à la paix). Lord Russell, porte-parole du mouvement pacifiste mondial après la guerre, ne fut pas toujours pacifiste. Entre 1945 et 1946, après Hiroshima et Nagasaki, il proposa le bombardement préventif de l'Union soviétique, à l'époque dépourvue de l'arme atomique, dans le cas où Staline refuserait le fameux plan Baruch visant à mettre les armes atomiques sous le contrôle d'une agence internationale telle que l'Onu, celle-ci devenant le prototype du « gouvernement mondial » tant espéré. Dans une lettre de septembre 1945 à Gamel Brenan, Russell écrivait :

« *Il y a une chose, et une chose seulement, qui pourrait sauver le monde, une chose que je ne rêverai même pas de proposer : que*



Bertrand Russell
(1872 - 1970)

L'Amérique fasse la guerre à la Russie dans les deux prochaines années, établissant un empire mondial par l'usage de la bombe atomique. Cela ne sera pas fait. »

Et Russell le regrettait vraiment, comme le prouve le discours qu'il prononce quelques mois plus tard sur les « conséquences internationales de la guerre atomique » devant la Royal Empire Society, après l'annonce du plan Baruch et de son refus par les Russes : *« Je pense que si l'on pouvait rassembler une alliance puissante qui s'adresse à la Russie et lui dise : « C'est à vous de vous unir à cette alliance si vous êtes d'accord avec ces propositions ; si vous ne vous unissez pas à nous, nous vous ferons la guerre ». Je tends à penser que la Russie accepterait ; sinon, à condition qu'elle soit faite en vitesse, le monde pourrait survivre à la guerre qui en résulterait, et il émergerait de tout ceci un gouvernement mondial, ce qui est absolument nécessaire. »*

Comme nous allons le voir, Russell n'était pas un antisoviétique viscéral, hystérique ; ce qui le fanatisait à ce point était l'obsession du gouvernement mondial qui l'habitait. Après l'explosion en 1949 de la première bombe soviétique, le scénario de Russell changea : de la menace d'extermination, il passa à la tentative d'intégration. En 1953, durant l'une de ses émissions à la BBC, il définit la bombe H comme la « boîte de Pandore de l'humanité ». A partir de ce moment, il commença à travailler sur un projet qui amènera, quatre ans plus tard, à la création de la conférence de Pugwash, du nom de la ville canadienne qui accueillit la première rencontre internationale des scientifiques pour la paix. Cette conférence de Pugwash sera d'abord un point de rencontre entre scientifiques de l'Otan et du Pacte de Varsovie et, avec le temps, deviendra de plus en plus un instrument de pénétration de la propagande et de l'espionnage soviétique. La connexion directe entre la conférence de Pugwash et le mouvement écologiste a été avouée quelques années plus tard, en 1969, par Edward Max Nicholson, dirigeant de l'International Union for the Conservation of Nature and Natural Resources (IUCN), une des organisations mères du mouvement écologiste : *« Les membres de Pugwash évaluent correctement le danger de la contamination nucléaire. (...) Leurs buts et leurs idées sont plus larges que ceux des écologistes mais ils poursuivent des intérêts communs fondamentaux. Peu à*

peu, les efforts des deux organisations se confondront ! »

En 1960, Russell créa le Comité des 100, un regroupement de « personnalités » qui précédera la création du fameux « Ban the Bomb Movement ». C'était un mouvement pacifiste de masse qui voulait prohiber l'armement nucléaire et qui allait préfigurer tous les mouvements pacifistes, écologistes et protestataires des années à venir.

Denis de Rougemont est un autre libéral-conservateur qui a joué un grand rôle dans la formation des élites. Pendant la guerre, en 1941, il est parti pour les Etats-Unis. Enseignant à la New School of Social Research de New York, il fut rapidement mis en contact avec l'aile libérale et anglophile du renseignement américain, celle que l'on surnommera plus tard « la CIA des banquiers ». Il travailla en fait pour l'Office of War Information, maintenant des contacts très serrés avec les familles Mellon et Dulles, qui comptait les frères John Foster, futur secrétaire d'Etat d'Eisenhower et Allen, qui allait être le premier directeur de la CIA. Du séjour de de Rougemont aux Etats Unis va naître l'idée du Congress for a Cultural Freedom, organisation de façade de la CIA qu'il présidera pendant une dizaine d'années. En 1947, de Rougemont figure parmi les membres fondateurs de l'Union des fédéralistes mondiaux, dont le siège est aujourd'hui à Amsterdam, qui se donne pour but le démantèlement des Etats-nations et la création d'un gouvernement mondial.

Dans la même année, de Rougemont fonde, à Genève, le Centre européen de culture, présidé par Jacques Freymond, dirigeant de Nestlé et membre du Club de Rome. En 1954, il crée la Fondation culturelle européenne avec un autre représentant du fédéralisme mondial, le père jésuite Joseph Retinger. La présidence est tenue pour une courte période par Robert Schumann, puis, pendant vingt-deux ans, par le prince Bernhard de Hollande. Ce dernier fonde au même moment, avec Retinger, le groupe de Bildelberg, prédécesseur « conservateur » de la Commission trilatérale. Tant de Rougemont que le prince de Hollande prendront part à chaque kilomètre qui mène à la création du mouvement écologiste de nos jours : la création du World Wildlife Fund en 1961, la création du projet Europe 2000 en 1967 et celle du groupe Ecoropa en 1976.